

## Les réceptions à la bourgeoisie de Martigny jusqu'à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle.

La Bourgeoisie de Martigny remonte aux dernières années du treizième siècle ou aux premières années du quatorzième. Aux origines, elle paraît s'être confondue avec la communauté et n'avoir pas constitué un corps séparé. Il est certain que, dans le premier tiers du quatorzième siècle, le corps bourgeoisial était constitué et reconnu comme tel par les évêques de Sion, puisque en 1338, on voit Hélié de Sandrens, vicaire général de Philippe de Chamberlhac, confirmer les franchises de Martigny<sup>1</sup>. On n'a de ces franchises aucun document écrit, mais, si l'on se rapporte aux coutumes qui régissaient le pays à cette époque, on peut croire que, les franchises de Martigny différaient peu de celles de Sion<sup>2</sup>. Or, ces dernières reconnaissaient virtuellement le droit de créer de nouveaux bourgeois. Pour avoir des données certaines quant à Martigny, il faut descendre à la fin du quatorzième siècle.

Le 8 août 1399, sur la demande de ses fidèles *bourgeois*, hommes et et sujets de la châteltenie et mandement de Martigny, qui lui représentaient que les franchises dont ils jouissaient sous le règne des évêques de Sion n'étaient pas écrites, Amédée VIII, comte de Savoie, leur concéda de Haute-Combe, une charte de libertés et franchises en 35 articles.

Ce qui concerne la bourgeoisie, est libellé comme suit: « Que quiconque ayant habité le mandement de Martigny, y ayant domicile et faisant feu pendant une année et un jour, sera reçu par les autres, nobles, bourgeois et prudents hommes, s'il veut être bourgeois, et il devra jouir des libertés et immunités de tous les autres; il sera tenu de suivre la bannière du prédit mandement chaque fois qu'il sera nécessaire, de quelle condition et état qu'il soit — l'état ecclésiastique excepté — sinon il sera privé de toute communauté et libertés du lieu »<sup>3</sup>.

Ces conditions, sont à peu de chose près, identiques à celles de Sembrancher (1239), Conthey-Vétroz-Plan Conthey (1302), Sion (1338), Monthey (1352)<sup>4</sup>. Aucune de ces chartes de franchises ne fait mention de conditions-ci n'étaient pas à dédaigner pour l'époque. Outre les libertés et immunités pécuniaires, autrement dit, d'un prix d'accession. Il faut attendre au siècle suivant (au moins pour Martigny) pour en avoir des indices. Dans l'esprit des franchises, il y avait peut-être uniquement le souci d'augmenter la population stable, en y attachant la partie flottante par des faveurs. Cel-

<sup>1</sup> Gremaud, N<sup>o</sup> 1722.

<sup>2</sup> Idm, N<sup>o</sup> 1720.

<sup>3</sup> Archives mixtes de Martigny.

<sup>4</sup> Gremaud, *doc. passim*.

tés inscrites dans la charte en faveur des bourgeois, prérogatives qui constituaient à elles seules un précieux avantage en un temps de servitude presque générale, il y avait la jouissance des avoirs bourgeoisiaux déjà considérables, puis, un quasi monopole réservé aux bourgeois dans le commerce local, ainsi que dans les fructueux transports de la souste. Plus tard, on verra des gens désireux de participer à ces deux derniers avantages, être acculés à solliciter, ou plutôt accepter des conditions telles, qu'elles équivalaient à leur inscription au registre bourgeoisial.

Puis, au fur et à mesure que la bourgeoisie se fortifie par le nombre de ses membres, que ses richesses augmentent et en rendent l'usage plus profitable, on voit prud'hommes et syndics établir une finance de réception qui ira sans cesse en augmentant jusque aux temps modernes, en s'accompagnant de formalités préalables toujours plus onéreuses. En d'autres termes, la bourgeoisie bien assise, les charges-ayants jugèrent à propos de rendre l'entrée dans la maison plus difficile. On dirait aujourd'hui:: tenir la dragée haute. Cette particularité devient particulièrement saillante dès la fin du XVI<sup>e</sup> siècle, pour autant que j'ai pu en juger d'après les documents à disposition.

\* \* \*

La première réception enrégistrée dont j'aie eu connaissance, se rapporte au 24 mai 1474. Elle montre que la réception n'était pas dénuée d'un certain cérémonial, tel qu'elle fut pratiquée jusqu'à la chute de l'ancien régime. Le vidomne, ou le châtelain ou son lieutenant président. Ils sont assistés du sautier, des syndics des huit quartiers et du procureur bourgeoisial<sup>5</sup>.

Le récipiendaire, Georges Durand, lombard, demeurant en Ville, est agrégé au corps bourgeoisial pour le prix de sept florins petit poids, versés en une fois et sous la promesse d'usage d'observer les usages et *franchises* locaux<sup>6</sup>.

Le 23 juillet 1482, eut lieu la réception de Jean Pedex d'Antronaz, marchand au Bourg, cette fois le cérémonial est plus simple (ce qui est rare): les syndics sont seuls présents et le nouveau bourgeois s'en tire avec deux florins petit poids<sup>7</sup>.

Voici maintenant deux cas d'aggrégation, où celle-ci n'est pas nommément citée: ils se rapportent à ce que je disais plus haut.

La grande partisson, ou charge de tenancier de la souste et de commissaire aux expéditions, était mise annuellement aux enchères *entre les bourgeois* et attribuée au plus offrant. Le charriage était soumis à la

<sup>5</sup> Archives mixtes de Martigny; à part deux ou trois pièces de la seconde moitié du XV<sup>e</sup> siècle, il n'y a guère de documents antérieurs au XVII<sup>e</sup> siècle, relativement aux réceptions à la bourgeoisie.

<sup>6</sup>, <sup>7</sup>, <sup>8</sup>, <sup>9</sup> Archives mixtes de Martigny. Les archives mixtes sont celles de l'ancienne grande commune de Martigny, encore représentées par le Conseil Mixte. Ce sont les plus importantes de la paroisse par leur valeur historique.

même *encante*. Or, en 1455, il arriva que le chanoine Barthélemy Rosset, prieur admodiataire de Martigny, demanda à être mis au bénéfice du charriage, comme ayant été le plus fort *encanteur*. Les syndics lui ayant fait observer que son encante était nulle, n'étant pas bourgeois, Rosset qui, probablement, tenait à son affaire, se soumit aux conditions posées, savoir : supporter toutes les charges et payer les tailles, moyennant quoi il fut admis à participer aux charriages. Il n'est pas fait mention de finance d'entrée, mais on voit par des actes subséquents, qu'il remplit l'office de syndic l'année suivante. La fonction syndicale était comme on l'a vu dans l'une de mes précédentes communications, obligatoire l'année qui suivait la réception.

Le second cas concerne une licence commerciale délivrée par les bourgeois à un certain Pierre Parollier ou Parolin, marchand au Bourg. La concession est du 18 avril 1559. Outre les autorités, un certain nombre de bourgeois étaient présents. La licence est concédée sous condition de se soumettre à toutes les charges et obligations des bourgeois et, moyennant le versement en une seule fois de vingt écus au soleil, de bon or et bon poids, reçus par Claude Frossard. De cette manière, Parollier fut mis en possession de sa licence, ainsi que de toutes les prérogatives bourgeoises. L'année suivante, on le trouve comme syndic et qualifié bourgeois<sup>9</sup>.

### *Temps modernes.*

Nous avons vu que, pendant le Moyen-Age et la Renaissance, il n'y eut guère de difficultés à se faire agréer à la Bourgeoisie. Il n'en sera plus de même à partir du XVII<sup>e</sup> siècle. Avec la suite des années, toute une série d'ordonnances restreindra peu à peu les facilités d'accès. Entre temps, la Bourgeoisie de Martigny avait acquis des lettres de noblesse<sup>10</sup>, ses autorités se mirent en devoir d'établir une sorte de barrage pour filtrer les nouveaux venus. Et l'on voit apparaître toute une catégorie de degrés avant la réception définitive. J'allais presque dire qu'on procédait à une initiation progressive, à l'instar de certaines sociétés ! Oyez plutôt. Le premier degré, qu'avec un peu de malice, on pourrait comparer à celui d'apprenti, était celui de *tolléré*, autrement dit de nouveau venu. Pour peu que ce dernier se conduisit sagement, il était admis au bénéfice de l'habitant, puis, s'il trouvait grâce devant les bourgeois, il pouvait enfin aspirer à entrer dans leur famille.

La finance d'entrée à la bourgeoisie, si modeste aux premières années, prit dès le XVII<sup>e</sup> siècle, une valeur croissante, non seulement on l'exigea plus élevée, mais on lui adjoignit certaines prestations que les syndics ca-

<sup>10</sup> Martigny portait le titre de Noble Bourgeoisie dès les premières années du XVIII<sup>e</sup> siècle, ou les dernières du XVI<sup>e</sup>, je n'ai pu trouver la date exacte; en tous cas, ce titre fut confirmé par diplôme de 1748. (Arch. mixtes).

chaient sous l'euphémisme de cadeau à la bourgeoisie ! Mais ces dons de joyeux avènement ne furent cependant pas toujours exigés : cela dépendit peut-être du caprice des votants qui se prononçaient par quartiers et se montrèrent quelques fois généreux, parfois ladres au point d'exiger un pot de vin... pour arroser l'aggrégation. Les républiques ont leurs travers et la bourgeoisie qui en était une en miniature, ne pouvait échapper aux misères communes !

### *Les tollérés.*

La condition de tolléré se rapprochait assez de celle de ceux qui sont au bénéfice du seul permis de séjour, avec toutefois une situation bien plus précaire. Le coutumier nous renseignera sur ce point: (chap. I, art. 15)<sup>11</sup>.

*Des habitants ou tollérés dans l'endroit.* — Aucune personne non bourgeoise, soit chef de famille ou libre, soit née dans l'endroit, soit étranger ou forain de passage, ne pourra y faire sa demeure qu'avec la permission du Conseil, auquel il sera obligé de présenter ses lettres de franchise et de bonnes mœurs, et ne sera pas reçu en qualité d'habitant, mais de *tolléré* dans l'endroit, tandis qu'il se comportera bien, avec liberté au Conseil de le faire sortir quand il le jugera à propos. Les enfants d'un tolléré décédé seront tenus de se représenter pour obtenir pareille permission d'y rester. Ils payeront la taille et feront les manœuvres qu'on leur imposera pour la ditte tollérance, l'usage des pâquiers communs et pour la liberté de prendre du bois dans les lieux permis, et payeront une maxé (taxe) modérée pour leurs biens particuliers. Il leur sera défendu de couper du bois verd dans les forêts et communs de Martigny à peine de dix florins d'amende par tiers au chef de police, à la bourgeoisie et au dénonciateur applicables. Ils seront tenus de suivre le drapeau général en guerre et de se conformer aux arrest de la bourgeoisie, d'obéir aux charges-ayants en tout ce qui est de la police et en outre ceux du Bourg, de cuire au four banal de la ditte bourgeoisie à peine d'être chassés. » Le coutumier énumère encore d'autres articles restrictifs quant aux tollérés et habitants. Prime moindre en cas de prise de bête dommageable telle que loup ou ours (les bourgeois, 60 florins). L'amende en cas de coupe indue de bois vert ou d'extraction de la résine, qui était de trois florins par plante pour les bourgeois, était portée à dix pour les tollérés, lesquels en cas de non paiement pouvaient en outre être mis au tourniquet. La distinction de classe qui les séparait des bourgeois, les poursuivait jusque dans la mort, car le marguillier avait ordre de ne sonner que la petite cloche pour les tollérés !

Ce qui suit, concerne aussi bien les habitants que les tollérés. L'article 3,

<sup>11</sup> Coutumier ou recueil des arrêts de la Noble Bourgeoisie de Martigny, fait vers 1750 au plus tard. (Archives du Prieuré de Martigny).

interdisait aux maîtres d'état tollérés, d'embaucher des ouvriers-compagnons, sans permission du chef de police ou de *l'inspecteur des tollérés*, sous peine de dix florins d'amende. L'art. 6, leur interdisait de tenir boutique ou de se livrer à un commerce quelconque sans paiement d'une taxe spéciale, sous peine de 60 sols mauricois et de confiscation des marchandises. L'art. 7 va plus loin encore : Défense à tous habitants ou tollérés de vendre aucun pain blanc, ny vin, ny eau-de-vie, soit de leur crû ou non, ny d'y acheter aucune denrée pour les revendre ou négocier en ce même lieu, sous peine prédite de confiscation et 60 sols d'amende.

Ces restrictions furent encore aggravées par une décision postérieure. Dans le registre des Protocoles de la Noble Bourgeoisie, on trouve le passage suivant, daté du 23 février 1766 : « Dans le Vénérable Conseil de ce jour, il a été décidé que, lorsque on recevra des tollérés ou habitants, au lieu d'un déjeuner que le reçu est obligé de payer de coutume en reconnaissance, ce qui occasionne souvent aux charges-ayants de perdre les offices, ce qui est absurde et intolérable, pour y remédier, d'ores en avant, les reçus payeront un diné à tous les Conseillers. Ainsi arrêté au Conseil. Jost, secrétaire. »<sup>12</sup>.

La réception des tollérés, habitants et bourgeois, avait lieu ordinairement le dimanche après la messe matinière, le Conseil étant réuni à l'hôpital. Comme nos Conseillers étaient de bons catholiques, ils ne voulaient pas manquer la grand'messe à la suite d'un déjeuner trop copieux : un diné bien arrosé était sans doute préférable à tous points de vue ! Mais les tollérés devaient trouver que la... faveur était chèrement payée !

Il faut croire que, avec le temps, le dîner de réception fut trouvé superflu, car, dans les dernières années du XVIII<sup>e</sup> siècle, on le voit remplacé par une finance d'entrée. C'est ainsi que, en 1790, un certain Martin Besse de la Fontaine, fut reçu tolléré pour 60 batz et, en 1795, Pierre Simon Reuss d'Orsières pour le même prix. En 1803, on en trouve un autre pour un écu.

Après ce que l'on vient de voir, on peut convenir que, le pauvre tolléré avait fait un rude apprentissage : il était mûr pour passer *habitant* (j'allais dire compagnon !). Cette situation qui pouvait durer seulement quelques années pour les uns, pouvait se prolonger toute la vie pour d'autres. Elle avait sur la précédente, de menus avantages. D'abord, la surveillance se desserrait, puis, l'habitant avait cette certitude de ne pouvoir être chassé d'un jour à l'autre, au gré du Conseil, puis la satisfaction de pouvoir louer des maisons sans s'exposer à des tracasseries. De cette dernière facilité, fait foi un protocole du Conseil, qui du reste, ne faisait que renouveler une ordonnance antérieure : « 28 juillet 1781. Le Conseil défend de louer des

<sup>12</sup> Archives municipales de Martigny-Ville.

maisons aux étrangers, avant qu'ils soient reçus habitants, faute de quoi les délinquants seront traité sans égards, selon les arrêts »<sup>13</sup>.

En général, le nouvel habitant avait à solder une somme qui s'élevait plus ou moins à 30 florins. Enfin... ultime satisfaction : quand on sonnait le glas pour un habitant, ce n'était plus la petite cloche qui tintait, mais celle de midi ! En attendant de franchir le dernier degré, il avait tout loisir de briguer la modeste fonction de syndic des non-bourgeois, si cela l'intéressait, à moins qu'il ne préférât celle de garde-champêtre ou berger de chevaux.

### *La Bourgeoisie.*

On verra par le tableau ci-après, comment la finance d'entrée subit une marche ascensionnelle depuis le XVII<sup>e</sup> siècle. Je n'ai malheureusement trouvé aucune indication sur le mode de fixation. La somme était-elle offerte librement par le récipiendaire ? Ou le Conseil, la fixait-il lui-même en tenant compte des possibilités financières de l'aspirant ? Ou encore, cette fixation était-elle arbitraire ? Ce qu'il y a de certain, c'est que le prix d'accession annoncé par le Conseil aux syndics des quartiers, fut très souvent modifié et surtout élevé par les votes de ces quartiers.

Le candidat bourgeois faisait part au Conseil de son désir d'aggrégation, le Conseil délibérait et donnait son préavis aux syndics en leur indiquant le prix convenu, ainsi que pour les accessoires, quand il y avait lieu de s'en occuper. Munis de ces indications, les syndics convoquaient alors leurs quartiers en assemblées séparées, pour l'acceptation ou le rejet du nouveau bourgeois. Il arrivait alors souvent ceci : que, tandis que certains quartiers ne faisaient aucune difficulté et votaient sans autre, pour ou contre, d'autres quartiers s'avisait de majoriser le candidat, tant pour la somme que pour les accessoires et pour la régalie, quand cette dernière avait lieu.

Les réceptions avaient ordinairement lieu pour plusieurs candidats à la fois — souvent une demi-douzaine. Il était bien rare, que lors des votations de quartier, tel quartier ne majorât pas l'un ou l'autre des récipiendaires, parfois tous, parfois encore les majorations étaient tellement disparates pour tous et dans tous les quartiers, qu'il dut en résulter de sérieuses difficultés pour le Conseil statuant en dernier ressort. Il va de soi que la majorité des quartiers devait être acquise pour l'aggrégation ; ceux qui étaient refusés par cette majorité, l'étaient aussi par le Conseil, tandis que la majoration seule des prix d'accession entraînait une nouvelle votation.

Il arriva même une fois — mais c'est au début du siècle passé — qu'un quartier refusa toute nouvelle réception en arguant du fait que « les bourgeois sont maintenant assez nombreux ! » Le vote des autres quartiers annula cette sottise prétention. La question des pots de vin aux électeurs, ne

<sup>13</sup> Archives de la Ville, *ut supra*.

fut posée que dans la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle, par l'ordonnance suivante : « A l'avenir nul ne sera plus reçu bourgeois sans une *honnête régalie* aux bourgeois ». Mais, à ma connaissance, elle ne fut pas appliquée très souvent. Cela devait dépendre semble-t-il, de l'humeur momentanée des votants ou de la sympathie dont jouissait le candidat.

La réception revêtait en général un certain appareil. Elle était ordinairement publique, avec la participation des plus hautes autorités locales. En 1608 et 1610, elle avait lieu sous la présidence de Guillaume de Granges, lieutenant et banneret, avec comme assesseur, François de Loës, capitaine. Le corps des huit prud'hommes des anciens âges, était représenté par celui des jurés en pareil nombre, ainsi que celui des syndics. En 1619, c'est le vidomme qui préside, assisté du lieutenant. En 1620, c'est le Grand Châtelain, assisté de son lieutenant. En 1622, c'est Pierre Pyamont, notaire, citoyen de Sion, châtelain vice-dominal, banneret et lieutenant de Martigny, en présence de Gaspard Stockalper de la Tour, Grand Châtelain, etc. Cela continue avec des variantes, jusqu'au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle, où la décadence des anciens usages commence à se faire vivement sentir. On voit alors le seul châtelain vice-dominal présider en présence des syndics, dont la moitié sont absents; parfois, c'est le sautier qui préside, pour une réception importante, celle du D<sup>r</sup> Claret, l'ami de Haller !

La charte de réception était presque toujours unique, y eût-il plus de six récipiendaires. Elle détaillait la part de chacun dans les émoluments de réception, les accessoires et la régalie, s'il y avait lieu de la mentionner, puis, chacun des nouveaux bourgeois, recevait une copie vidimée pour son usage. La charte était toujours un parchemin, jusqu'à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. Elle mentionnait invariablement que, les candidats étaient reçus *par grâce spéciale* et détaillait copieusement, les devoir surtout, des nouveaux bourgeois. Ceux-ci devaient promettre par serment prêté entre les mains du président de la séance : obéissance à l'évêque, en tant que seigneur temporel du pays et seigneur particulier de l'endroit ; éviter tout ce qui pourrait préjudicier à la bourgeoisie ; suivre la bannière bourgeoise quand ils y seraient requis ; observer soigneusement les usages et franchises locaux ; respecter les autorités ; payer les tailles ; faire les corvées d'usage ; en enfin, remplir soigneusement et fidèlement les charges qui leur seraient confiées, etc. Ayant promis tout cela, les candidats étaient proclamés aggrégés à la Noble Bourgeoisie. Si la régalie avait lieu, ils pouvaient alors trinquer joyeusement avec leurs confrères en bourgeoisie, recevoir leurs félicitations et... oublier les misères de leur temps de probation. L'année suivante, ils avaient à exercer leur part de syndicature.

#### *Les finances d'entrée et leurs accessoires.*

Les tables suivantes, feront connaître mieux qu'aucun commentaire, les fluctuations et la progression des émoluments de réception. Presque tous

les documents dont j'ai disposé pour cela, proviennent des Archives mixtes de Martigny. Ceux concernant le D<sup>r</sup> Claret, Favrat, Fessler, Collomb et Arlettaz, m'ont été obligeamment communiqués par les familles à qui j'adresse ici mes sincères remerciements. Il eût été intéressant de comparer les émoluments de Martigny avec ceux d'autres bourgeoisies, malheureusement je ne dispose que d'une notice fragmentaire provenant de Sembrancher.

TABLEAU I

Les noms renfermés entre accolades indiquent qu'ils font partie d'une même réception.

ANNÉE	RÉCIPIENDAIRES	PRINCIPAL	ACCESSOIRES
1608	Jean Peyrin de Chamonix . . . .	150 flor.	
1610	Nicolas Voluz de Sembrancher . . .	400 »	
	Fçois Aubert de Bovernier, hôtelier .	200 »	
	Maitre Jaques Sisan, maçon . . . .	200 »	
	Jean Brunet de Vallorsines . . . .	200 »	
1619	François Dupont des Jours . . . .	150 »	Deux seaux de cuir, une longue échelle et un crotzet pour les incendies.
1615	Barthélemy Arlettaz de Liddes . . .	500 »	
	Bastian Charvoz, marchand . . . .	400 »	
	Blaise Héroz (Hiroz) de Vollèges . .	100 »	
	Jean Messelod d'Orsières . . . .	50 »	
1620	Bernardin Ganioz, marchand . . . .	300 »	
	Guillaume Duboin, not., de Samoëns	150 »	
	Jean Michalia du Levron . . . .	200 »	
	M <sup>e</sup> Pierre Revaz, tailleur, Salvan . .	100 »	
	Michel Bouveyriz . . . .	300 »	
	Gaspard Contard de Sembrancher . .	150 »	
	Jean Dondenaz de Liddes . . . .	300 »	
Lacune	Antoine Tornay . . . .	200 »	
1662	François Exquis de Liddes . . . .	500 »	Une livre de poudre pour la bombarde.
1665	Pierre Gay d'Orsières, Dr utr. jur. .	600 »	Chacun :
	Egrège-Maurice Gross de Finhaut . .	500 »	Un mousquet avec munitions suffisantes et un florin
	Jean Genod, mercier au Bourg . . .	400 »	en exonération des frais de réception.
	Christophore Filliez de Bagnes . . .	300 »	
	M <sup>e</sup> Pierre Torney, tailleur . . . .	500 »	
1668	Jean Sist de Sembrancher . . . .	450 »	
	Etienne Lattion de Liddes . . . .	300 »	
	Pierre Addy d'Orsières . . . .	300 »	
	M <sup>e</sup> Jacquemod Brunet, serrurier, de Vallorsines . . . .	400 »	
1669	Jacquemoz Mugnier de Chamonix . .	200 »	
	Pierre Lugon-Monney de Finhaut . .	300 »	
	Jean Contard de Sembrancher et son fils illégitime . . . .	300 »	
	Jean Filliez de Bagnes . . . .	300 »	
	Henri de Vallibus (Desvaux) Savoyard	350 »	



TABLEAU I (suite)

ANNÉE	RÉCIPIENDAIRES	PRINCIPAL	ACCESSOIRES
1670	Claude Vallon, savoyard Michel et Pierre Kappel, teinturiers, de Lucerne Jean François Du Chêne, Charrat Antoine Filliez, de Bagnes Pre. Germain Guex-Crosier, Finhaut	550 flor. 440 » 220 » 220 » 330 »	(220 chacun).
1670	Egrège Georges Bovard, notaire et son neveu Pierre Nicolas	Indication de la somme en blanc, il y eut contestation. Régulé postér.	
1670	Maurice Mattex, de la Crettaz François Guex-Crosier, du Chatelard Michel Paschiz (Pache) Vallorsine	500 flor. 750 » 400 »	
	Jaques Jos. Gay d'Orsières M <sup>e</sup> Georges Weber, teinturier, de Em- bach, Lucerne M <sup>e</sup> Jean Melchior Meyemberg, sculp- teur, de Lucerne.	450 » 400 » 250 »	
1672	Etienne Aubert, de Bovernier Jean Pierre Burnet, mercier, de Cha- monix Nicolas Revat, de Salvan M <sup>e</sup> Pierre Brist, forgeron, de Conches Claude Deslex, de la Bâtiaz	250 » 400 » 250 » 300 » 150 »	
1673	Maurice Rard, de Saxon	200 »	
1677	M <sup>e</sup> Etienne Marendy, tailleur, Liddes	200 »	20 livres de poudre pour la bombarde et 20 de plomb
1677	Maurice Guex, du Gietroz	200 »	
1678	M <sup>e</sup> Louis Rey, tailleur, Val d'Illiez Georges Mettraux, meunier, Liddes	250 » 150 »	20 livres de poudre et 20 de plomb. 12 liv. poudre, 12 de plomb
1679	Egr. Nicolas Marie Oddet, not. St-Mce Etienne Pictet, sculpteur, Liddes Claude Guex, tailleur, Salvan	500 » 250 » 250 »	30 livres de poudre 15 » 15 »
1679	Laurent Juillonnard, chatelain de Sail- lon et son fils Jn. Baptiste Laurent Paulet, de Bourg St-Pierre François Borjat, de Salvan	300 » 300 » 250 »	20 livres de poudre. 20 » 10 »
Lacune			
1704	Pierre François Meinet, charron	600 »	1 bouteille cuir pour les incendies.
	Gaspard Etlié Nicolas Lugon des Fignaux M <sup>e</sup> Jean Michel Losseran, forgeron, savoyard Jean Cleivaz, mercier, Salvan Michel Messaz, savoyard Maurice Deleez, de Vernayaz Jean Innocent Bochatay, Salvan Michel Guersan, de St-Maurice M <sup>e</sup> Jean Théobald Moos, forgeron, Conches.	150 » 1000 » 1000 » 800 » 800 » 700 » 600 » 700 » 700 »	Chacun : Un vase de cuir « capable » pour les incendies.

TABLEAU II : Réceptions avec régalias.

ANNÉE	RÉCIPIENDAIRES	PRINCIPAL	ACCESSOIRES
1710	Jean Claude l'Hugon, Finhaut . . .	550 flor.	Un vase de cuir pour incend.
1710	Jean Ant. Gyrod, du Levron . . .	1000 »	Chacun : Un vase cuir pour incendie.
	Pierre Gay, d'Orsières . . .	700 »	
	Jean Guex, de Finhaut . . .	700 »	
	M <sup>e</sup> Maurice Lonfat, cordonnier . .	500 »	
1719	M <sup>e</sup> Jacques Jos. Jost, Conches . . .	800 »	
	Antoine Luy, de Bagnes, à Chemin .	800 »	
	Joseph Guex, des Fignaux . . .	800 »	
1725 14	Jean Nicolas Joris, not., Orsières . .	1000 »	Chacun : une seille de cuir pour incendies, un dîner aux charges-ayants et un ducaton
	Christian Yergen, de Conches, hôte- lier à la Grand-Maison . . .	1100 »	
1739	Jean Tavernier, marchand au Bourg	800 »	pas d'accessoires, mais six écus par quartier et un don pour l'église.
1767	Dr-médecin Jean Baptiste Claret de Vallorsines . . . . .	2500 »	pas d'access. mais 10 florins à l'hôpital et un florin à quelques familles.
1767	Jos. Barth. Favrat, de Bellevaux . .	1000 »	10 florins à l'hôpital.
1767	Jean-Joseph Fessler, hôtelier à la Grand-Maison . . . . .	1500 »	10 florins à l'hôpital.
1767	Pierre Joseph Collomb . . . . .	1500 »	10 florins à l'hôpital.
Lacune			
1796	La réception d'un nouveau bourgeois se trouve mentionnée dans les protocoles du Conseil sous la forme suivante ; « Nicolaz Tissières, de la Bâtiaz, est reçu bourgeois pour cent écus et voiturier le gravier pour le chemin de l'hôpital <i>autant que son penchant à la charité le lui suggérera!</i> » (sic). Bernard Ant. Cropt, qui présidait alors le Conseil, ne manquait pas d'ironie !		
1798	Ce n'est plus le corps bourgeoisial qui procède aux agrégations, mais le Conseil réuni en sa salle de l'hôpital et sans cérémonie.		
	Jean Nicolas Vouluz, de Charrat . .	30 louis	ni accessoires ni régalias.
	Théodore Hugon, du Littroz . . .	30 »	
	Jacques Jos. Aubert, de Chemin . .	30 »	
1800	Le siècle finit par une réception où le Conseil de Régie décerne des louanges aux récipiendaires, les frères Claude François Berguerand et Jacques Félix, frères du sous-préfet Pierre Berguerand, récemment décédé, lequel avait acquis une certaine renommée par ses travaux de mécanique. Les deux candidats sont agrégés pour le prix de 35 louis chacun.		

<sup>14</sup> 1737. A Sembrancher, deux réceptions de janvier, donnent les prix et accessoires suivants, qui montrent que les émoluments étaient sensiblement plus élevés qu'à Martigny : Pierre Pittier, d'Orsières : 1200 florins pp. — Pierre-Fçois Puippe de Vence : 1400 ff. — Jn. Bapt. Emonet : 1600 ff. — Pierre-Jos. Monnard : 1200 ff. — Jn-Barthélemy Hochet : 1400 ff. — M<sup>e</sup> Jean Métroz, foregrin : 1200 ff. — Martin Rossier, d'Issert : 1000 ff. et chacun des candidats : deux cratères (channes) d'argent doré, pesant chacun 4 onces et demi, avec les armes gravées de la bourgeoisie, deux bouteilles de cuir à éteindre le feu, plus une régalie de 10 batz en faveur des charges-ayants et de leurs épouses (jurés et conseillers) et 6 batz aux autres bourgeois (acte particulier communiqué par le Chne Cerutti).

Voici pour finir, un extrait de l'acte de réception à la bourgeoisie, des frères Berguerand : « Considérant que ces Citoyens ayant de Père à fils habité cette commune de longues années, ils s'y sont toujours conduits non seulement en gens de bonnes mœurs, mais se sont distingués par leurs vertus et leurs talents, notamment leur deffunt frère Pierre François, qui dès son bas âge s'est acquis et a joui avec mérite de l'admiration des Savants et de ses concitoyens tant par sa conduite active, modeste et régulière, que par ses connoissances très étendues, puisées et cultivées par ses propres lumières, lequel fonctionnant le premier dans la sous-Préfecture de ce district dans un temps orageux et pénible, se sacrifia par son activité pour les intérêts de sa Patrie, et surtout pour sa Commune. Victime de son zèle, de ses veilles et de ses travaux pénibles et succomba au grand regret des autorités et de ses concitoyens, sans cependant que pour cela, ses frères se découragent, se rendant toujours plus utiles et estimables... »

L'éloge était mérité. Faisons une remarque pour terminer. Les citoyens de l'époque révolutionnaire furent plus clairvoyants que ceux de l'ancien régime ; j'ai constaté non sans un certain déplaisir que, lorsque le Dr Claret fut aggrégé à la bourgeoisie, lui, qui pourtant était le compagnon et l'ami du Grand Haller, le correspondant de Linné, célèbre dans le monde de la science, pas un mot d'éloge ne fut inséré dans sa charte bourgeoisie ; bien plus, comme on a pu le voir, son prix d'aggrégation fut le plus élevé (de beaucoup) de tous les autres. Faut-il en conclure que, nos anciens étaient terriblement ingrats ? Murith fut le seul à rendre à notre premier naturaliste valaisan, le tribut d'éloges qu'il méritait autant par sa science que par son inlassable dévouement professionnel.

et capitaine en 1844.

*Ph. Farquet.*